

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/CZE/10

6 novembre 1996

(96-4694)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses de la REPUBLIQUE TCHEQUE¹ aux questions de l'ARGENTINE²

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 octobre 1996.

Programme de promotion des exportations

Question 1

a) Dans sa notification, la République tchèque indique que ce programme comprend un volet portant sur l'assurance des crédits à l'exportation contre les risques politiques et commerciaux, en détaillant en outre les primes perçues. Ces primes sont-elles insuffisantes pour couvrir les frais de gestion du programme, tel qu'il est prescrit au paragraphe j) de l'Annexe I de l'Accord?

Réponse

Le programme avait pour but de mettre en place un mécanisme au moyen duquel les primes perçues couvriraient, à longue échéance, les frais et pertes de fonctionnement. Les résultats des opérations du programme montrent que les primes perçues permettent de financer à la fois le versement d'indemnités et les dépenses de fonctionnement y afférentes.

b) Il est également indiqué dans la notification que le programme comprend un mécanisme d'aide aux exportateurs tchèques visant à compenser les écarts entre les taux d'intérêt intérieurs et les taux d'intérêt étrangers. Ce type d'aide est réputé prohibé au sens du paragraphe k) de l'Annexe I de l'Accord, sauf si le Membre est partie à un engagement international en matière de crédits officiels à l'exportation, ou si, dans la pratique, il applique les dispositions dudit engagement. La République tchèque est-elle dans ce cas de figure?

Réponse

Le mécanisme de péréquation pour éviter les pertes dues aux taux d'intérêt n'avait pas pour objet de contourner les taux d'intérêt extérieurs par l'octroi de crédits à l'exportation à des taux plus

¹G/SCM/N/3/CZE.

²G/SCM/Q2/CZE/4.

bas que ceux qui sont effectivement pratiqués sur le marché international. Il visait essentiellement à atténuer l'effet des taux d'intérêt extrêmement élevés des emprunts en monnaie nationale effectués auprès des banques commerciales locales. Ce mécanisme, qui était conforme aux principes du Consensus de l'OCDE, a été supprimé et remplacé après l'entrée en vigueur en 1995 d'une nouvelle loi sur la promotion des exportations. Le principal objectif de la nouvelle Loi sur l'assurance et le financement des exportations bénéficiant de l'aide de l'Etat est de créer un cadre juridique et institutionnel pour le financement de crédits à l'exportation, pleinement compatible avec le Consensus de l'OCDE, appliqué par la République tchèque.

c) Dans la même notification, il est précisé que, pour bénéficier du programme, l'exportateur tchèque doit utiliser des intrants d'origine nationale qui représentent au moins 60 pour cent de la valeur totale de l'exportation. La République tchèque considère-t-elle que cette disposition est conforme à l'article 3.1 b) de l'Accord?

Réponse

Le programme est justifié par une dérogation aux dispositions pertinentes de l'Accord SMC pour les Membres qui se conforment, dans la pratique, aux lignes directrices du Consensus de l'OCDE.

d) En tant que Membre dont le régime d'économie planifiée est en voie de transformation en une économie de marché, la République tchèque a-t-elle l'intention d'éliminer le programme susmentionné dans le délai prévu à l'article 29.2 de l'Accord?

Réponse

Le mécanisme de péréquation pour éviter les pertes dues aux taux d'intérêt a été supprimé. En ce qui concerne le nouveau cadre juridique et institutionnel, la République tchèque n'a pas l'intention de l'abroger puisqu'il est pleinement conforme à l'Accord SMC et fondé sur les accords et arrangements internationaux en la matière.

Programme d'aide à la recherche-développement

Question 2

Dans sa notification du programme, la République tchèque indique qu'aucune limite n'est fixée pour le montant de la subvention en proportion des coûts du projet. Cette disposition signifie-t-elle qu'il est possible de dépasser les limites prévues à l'article 8.2 a) de l'Accord? Quels sont les frais couverts par le programme de subvention notifié?

Réponse

Les renseignements fournis dans la notification portent sur 1994, année pour laquelle aucune limite n'avait été fixée. Depuis, le gouvernement a adopté les nouvelles Règles relatives à l'octroi de subventions pour la recherche-développement. Ces règles sont conformes aux dispositions de l'Accord SMC, notamment celles de l'article 8.2 a).

Question 3

Dans le tableau concernant les opérations du Fonds national de régulation du marché des produits agricoles et son incidence, les unités de mesure des montants donnés ne sont pas spécifiées; prière de les préciser et d'indiquer selon quels critères le Fonds choisit les bénéficiaires de l'aide,

si le Fonds a continué d'exister au-delà de 1994, et s'il y a une affectation par produit ou par catégorie de produits?

Réponse

Les chiffres indiqués dans le tableau concernant les opérations du Fonds national de régulation du marché des produits agricoles sont en milliers de tonnes.

Toutes les entreprises participant à la production de produits visés par la régulation du marché peuvent bénéficier de l'aide. Les partenaires contractuels du Fonds de régulation sont choisis par voie d'adjudication suivant les principaux critères ci-après: quantités de produits requises pour les achats, exportations ou ventes d'intervention; montant de la subvention demandée (dans le cas d'exportations subventionnées); niveau du prix offert; degré de transformation des produits et frais d'entreposage (dans le cas des achats et ventes d'intervention), et, d'une manière générale, fiabilité de l'entreprise requérante sur le plan économique et commercial.

En 1995, les opérations de régulation du marché effectuées par le Fonds se sont limitées à deux produits, le lait et le blé destiné à la consommation humaine. Les renseignements pertinents figureront dans la notification des subventions accordées en 1995.

Pour de plus amples informations, prière de se référer à la notification présentée par la République tchèque conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 (document G/STR/N/1/CZE et corrigenda) et aux réponses que nous avons apportées aux questions des Etats-Unis et du Canada (documents G/STR/W/10 et G/STR/W/25).

Question 4

L'aide à la privatisation et à la restructuration est octroyée sous la forme d'une allocation de fonds dont bénéficient différents produits agricoles. La République tchèque pourrait-elle expliquer comment sont effectuées la sélection des bénéficiaires et la répartition de l'aide par produit?

Réponse

Les principaux objectifs du programme sont la restructuration de la production agricole et l'aide à l'exploitation agricole privée, à la protection de l'environnement et à d'autres fonctions non liées à la production. Les bénéficiaires des subventions sont indiqués dans la notification. Des versements ont été effectués, par exemple, en vue d'encourager la conversion de terres arables en pâturages ou forêts, de maintenir les ressources génétiques sous forme de semences, et d'améliorer les conditions d'hygiène vétérinaire. Il ressort de la notification que les seules subventions qui pourraient être considérées comme visant des produits déterminés concernent l'apiculture, la remise en état des vignobles et des houblonnières et l'élevage de bétail de boucherie.

Le Fonds de soutien et de garantie pour l'agriculture et la sylviculture a été créé en 1994 en vue d'encourager la restructuration du secteur agricole en facilitant l'investissement par l'octroi à la fois de garanties et de prêts à des conditions libérales. L'aide du Fonds a été fournie dans le cadre des principaux programmes suivants: *Provoz (Opération)* ou financement temporaire des dépenses de fonctionnement; *Zemedelec (Agriculture)* ou aide à l'investissement à long terme; et *Slu by (Services)* ou aide au développement de services destinés à la production agricole. Peut bénéficier de ces programmes tout producteur dont la moitié au moins du revenu total provient d'une activité agricole. D'autres petits programmes spécifiques ont été également mis en oeuvre, tels que *Restituent*, qui concerne le règlement des demandes de dédommagement au titre de restitutions et conversions.